



IL EXISTE ENCORE DES HUSSARDS NOIRS DE LA RÉPUBLIQUE

En ce mois de février 2021 dans un contexte sociétal tendu symbolisé par le malaise des banlieues, comme à Trappes, un événement peu médiatique doit être relevé : le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer a confié à un inspecteur général honoraire de son ministère, Jean-Pierre Obin, une mission destinée à harmoniser et améliorer la formation des enseignants et chefs d'établissements en un temps très bref puisque les conclusions doivent être rendues en avril prochain. A première vue, une personne non avertie pourrait négliger la portée de cette décision. Que nenni !

Plus encore, cette posture serait une erreur impardonnable : il suffit pour le démontrer de rappeler le contexte de cette demande ministérielle et le parcours exemplaire de celui qui a été désigné.

Cette demande de M. Blanquer intervient quelques mois après la mort atroce de Samuel Paty, décapité après avoir montré en classe des caricatures de Mahomet. Le ministre constate qu'après cet événement tragique « une nouvelle étape de prise de conscience s'est produite.../...j'ai répété (dit-il) que l'institution (l'éducation nationale) n'était pas dans la logique du « pas de vague ». La plupart des acteurs en ont pleinement conscience. » Excès d'optimisme ? Dans le même temps un éminent inspecteur général honoraire, JP Obin connu depuis les années 90 pour un nombre abondant d'ouvrages sur et autour du thème de la crise de l'organisation scolaire expliquait encore, il y a peu, que « les lignes sur la laïcité bougent .../... JM Blanquer en est conscient et il met un coup d'accélérateur ». Ce diagnostic commun s'est concrétisé par la mission dont nous vous reparlerons dans quelques semaines ...

Mais qui est donc ce M. Obin hussard noir de la République, grand serviteur de l'État ?

Né en 1942, docteur en mécanique des solides il débute sa carrière en Algérie au lycée de Tiaret, puis la poursuit comme maître de conférence à l'université Joseph Fournier de Grenoble et au CNDP par la suite. Il s'engage alors comme conseiller au cabinet de Robert Chapuis, ministre de l'enseignement technique. Nommé inspecteur général il sera en charge de 1990 à 2008 du groupe « Établissements et vie scolaire » ; il soutient à cette époque une thèse de doctorat es lettres et sciences humaines dirigée par Philippe Meirieu. De cet instant à nos jours il ne cessera de publier, au total une vingtaine d'ouvrages personnels ou collectifs centrés sur l'organisation scolaire, les dysfonctionnements de ce système, la violence à l'école ou les manifestations d'appartenances religieuses dans les établissements scolaires. Tous ces écrits éveillent souvent la conscience publique sur les souffrances à l'école et de l'école. Il sera par exemple en 2004 l'auteur du célèbre rapport qui porte son nom : il alertait déjà l'Éducation nationale sur le développement dans les établissements des atteintes à la laïcité, à l'antisémitisme, sur les contestations de certains enseignements par les élèves ou encore sur les violences en lien direct avec la religion. Il soulevait déjà les ravages auto protecteurs des professeurs qui se manifestaient déjà par un contenu autocensuré des enseignements dispensés.

Le pouvoir d'alerte de JP Obin est aujourd'hui encore intact : toujours mobilisé par une veille attentive et permanente du système scolaire et et de ses dérives possibles, il en dénonce les ferments mortifères avec vigueur et efficacité. En septembre 2020 il nous faisait part de son analyse et des pistes à suivre dans son dernier livre « Comment on a laissé l'islamisme pénétrer l'école ».

Il n'est pas étonnant que JP Obin vienne à nouveau donner un coup de main à cette grande maison à laquelle il a consacré tant d'années de sa vie : l'Éducation nationale. Chapeau bas, Monsieur.

Bernard FERRAND, VP EGALÉ